

dans le discours qu'il a prononcé à la Chambre des communes, il n'a prêté aucune restriction à l'égard des importations canadiennes. Je vais passer brièvement en revue ce qu'il a dit, simplement pour éclairer la lanterne de mon honorable ami. Il a parlé de restrictions du crédit au consommateur et de l'achat à tempérament. Il a mentionné certaines restrictions sur les prêts bancaires dans le Royaume-Uni. Il a fait allusion à une réduction des dépenses du gouvernement dans le domaine des biens de production. Il a bien précisé qu'aucun état de crise financière existait, mais que les réserves d'or du Royaume-Uni avaient légèrement diminué. La seule mesure qu'il envisageait est celle que j'ai déjà exposée.

Il n'y a là rien qui indique de quelque façon ce qui pourrait réduire le pouvoir d'achat de la population du Royaume-Uni à l'égard des marchandises canadiennes. Mon honorable collègue peut fort bien prétendre qu'il en est ainsi. Le fait est que nous avons déjà passé par là, mais à l'heure qu'il est, nous ne pouvons prévoir aucune action de la part du chancelier de l'Échiquier, surtout après le discours qu'il a prononcé l'autre jour sur la vente des marchandises canadiennes au Royaume-Uni.

M. Nicholson: Au cours d'une journée chaude de la semaine dernière, le ministre a bien voulu nous offrir de calculer, durant la fin de semaine, combien d'heures de travail ont perdues les fonctionnaires durant les journées chaudes du présent été et aussi à combien s'éleverait la première mise de fonds pour l'installation d'un système de climatisation.

L'hon. M. Harris: J'ai en effet dit à mon collègue que je tâcherais de me renseigner mais que ce serait assez difficile. Comme je le lui ai rappelé l'autre jour, la décision relève du sous-ministre du ministère intéressé. Mon sous-ministre m'a dit qu'au cours de cet été le personnel du ministère des Finances logé dans l'immeuble de la Confédération, selon lui, a perdu environ trois quarts d'heure à quatre ou cinq reprises. Il me faudrait cependant étudier le cas de chaque ministère concerné, savoir les conditions de climatisation qui existent dans les immeubles en question et entreprendre une longue étude qui ne produirait probablement pas de réponse plus satisfaisante.

M. Nicholson: Certains bureaux ont fermé leurs portes dès 1 heure. Il me semble que si nous proposons qu'en hiver il faut cesser d'acheter du charbon pour réduire les dépenses, les gens trouveraient certes à redire à l'administration du pays. On a peine à comprendre, lorsqu'on érige de nouveaux

immeubles tels que ceux des Affaires des anciens combattants et de la nouvelle bibliothèque, qu'il soit impossible de trouver le matériel et la main-d'œuvre voulus pour installer la climatisation. Il nous faudrait reconnaître que nous avons perdu tout ce temps parce que nous avons négligé d'installer ce système si commode. L'épicerie Loblaw ouvre demain à Ottawa un immeuble d'un demi-million de dollars; la société Loblaw a jugé opportun d'y installer la climatisation. Je pense qu'on pourrait nous donner quelques chiffres estimatifs.

L'hon. M. Harris: Je me ferai un plaisir de me renseigner davantage sur cette question du point de vue des économies, mais j'ai pleine confiance en la décision prise par mon collègue des Travaux publics de qui relèvent les travaux de construction, les frais d'installation d'appareils de climatisation, etc.

M. Nicholson: Le ministre du Commerce nous a dit que le Gouvernement a pour principe de ne pas climatiser les édifices de l'État. Il me semble que c'est une question qui relève du cabinet. Comme je l'ai déjà dit, il n'est pas un gouvernement qui puisse prétendre qu'il n'y a pas lieu de chauffer nos immeubles ni qu'il faille les fermer en hiver. Il est aussi ridicule de prétendre que le Canada ne doit pas bénéficier de l'existence de l'industrie parfaitement légitime de la climatisation et commencer à l'utiliser tout au moins dans les bâtiments neufs tels celui du nouveau ministère des Anciens combattants.

Je pense que c'est au ministre des Finances à se renseigner sur l'élément coût, à se rendre compte de ce qu'il en coûte au Trésor de renvoyer de 50,000 à 75,000 fonctionnaires à une heure, deux heures ou trois heures pour le reste de la journée, pendant des jours. Il faudrait tout de même qu'un service ou ministère quelconque puisse nous dire combien de milliers d'heures on a ainsi perdues cet été. Peut-être faudra-t-il attendre l'an prochain pour obtenir ces renseignements. Je croyais qu'après une semaine d'avis le ministre serait en mesure de nous donner quelques renseignements.

L'hon. M. Harris: Ainsi que je l'ai dit, nous avons fait un certain travail et nous le poursuivons dans l'espoir d'établir quelques chiffres précis durant l'été.

M. Winch: La climatisation de l'air dans nos bâtiments à Ottawa m'intéresse au plus haut point et je rends hommage à mon honorable ami de s'en occuper, mais, au titre de ce crédit, je m'intéresse davantage aux échanges commerciaux avec les pays sterling. Le ministre pourrait-il développer ce qu'il a